L'ÉCHO de l'OHADA

Newsletter trimestrielle | Numéro 002 juillet - septembre 2026

Dossier

61e session du Conseil des Ministres de l'OHADA: des réformes majeures pour renforcer la gouvernance de l'Organisation P.6



L'actualité

33 ans d'intégration juridique

L'OHADA au cœur de la transformation économique de l'Afrique

Lomé : la 61e session du Conseil des Ministres de l'OHADA s'ouvre sous le signe du renforcement de la gouvernance des Institutions 5

S.E. Faure Essozimna GNASSINGBÉ reçoit une délégation de l'OHADA conduite par son Secrétaire Permanent 8

Rayonnement institutionnel : l'OHADA institue le titre d'« Ambassadeur de bonne volonté 10

Sommaire

4 | Dossier

Ouverture des travaux du Comité des Experts en prélude à la 61e session du Conseil des Ministres de l'OHADA

61e session du Conseil des Ministres de l'OHADA : les principales réformes

Communiqué final : 61e session du Conseil des Ministres de l'OHADA

S.E. Faure Essozimna GNASSINGBÉ reçoit une délégation de l'OHADA conduite par son Secrétaire Permanent

10 | L'actualité

Soutenances des certificats en arbitrage et en médiation OHADA : les auditeurs franchissent une étape décisive de leur parcours

Promotion du droit OHADA : le Secrétaire Permanent de l'OHADA reçoit la Professeure Angéline Florence NGOMO

Le Secrétaire Permanent de l'OHADA rencontre le Premier Président de la Cour de cassation de la République centrafricaine

Le Secrétaire Permanent de l'OHADA s'entretient avec le Directeur de Cabinet par intérim du Ministre des Finances et du Budget de la République Centrafricaine

13 | Échos coopération

République Centrafricaine : le Secrétaire Permanent de l'OHADA reçu par le Ministre d'État chargé de la Justice, de la Promotion des Droits humains et de la Bonne Gouvernance

République Démocratique du Congo : le Secrétaire Permanent de l'OHADA reçu par le Ministre d'État, Ministre de la Justice

République du Congo : le Secrétaire Permanent de l'OHADA rencontre le Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public au cours d'une visite de travail

16 | Découverte

Journal officiel de l'OHADA : éditions spéciales N° 29 et N°30

Revue de l'ERSUMA n° 24

19 | Décryptage

L'OHADA face aux nouveaux enjeux de l'intégration juridique

20 | Horizons

Agenda de l'OHADA

22 | Échos d'anniversaire

33 ans : des voix, des vœux

L'ÉCHO de l'OHADA

Directeur de publication :
Pr Mayatta Ndiaye MBAYE

Conseil éditorial :
Dr Alexis NDZUENKEU, Dr Bob LIASSIDJI, Glwadys BION

Rédacteur en Chef :
Lucy AGWESE

Rédaction :
Pierre LOHOURE , YAO OUATTARA, Dr Ghislain OLORY TOGBE, Glwadys BION

Relecture :
Dr Bob LIASSIDJI, Dr Alexis NDZUENKEU

Traduction :
Équipe de Traduction OHADA

Photographie :
Harold NNENGUE, Lucy AGWESE

Production :
Direction des Affaires Juridiques, de la Documentation et de la Communication (DAJDC)

Maquette et Infographie:
Graphicisme

Distribution :
Courrier OHADA

www.ohada.org



Éditorial

" Aujourd'hui, c'est à nous qu'il appartient de poursuivre cette mission pour l'amélioration continue du climat des affaires et la compétitivité des économies africaines ".

***Pr Mayatta Ndiaye MBAYE** Secrétaire Permanent de l'OHADA*



Le 17 octobre 2026, l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) célébrera trente-trois années d'existence. Cette date historique nous invite à mesurer le chemin parcouru et à nous projeter vers l'avenir de l'Organisation. Au fil des ans, l'OHADA s'est progressivement affirmée comme une référence dans le paysage juridique et économique africain.

À travers son cadre normatif unifié, l'OHADA contribue notamment à la sécurité juridique et judiciaire ainsi qu'à l'amélioration du climat des affaires. L'adoption de règles communes dans onze domaines de la vie des affaires , a permis de structurer l'environnement juridique des entreprises et de soutenir le développement économique des États parties. Le rapport sur l'impact économique de l'Organisation met en évidence cet apport sur la création, la formalisation, le développement des entreprises, la sécurisation des opérations de financement et le renforcement de l'efficacité des mécanismes de recouvrement des créances.

En outre, au fil des ans, nos Institutions ont également œuvré à la formation et à l'accompagnement des professionnels du droit et du chiffre, à la promotion des modes alternatifs de règlement des différends, au renforcement de l'efficacité de la justice étatique et à l'amélioration de la gouvernance des entités à but non lucratif.

Nous ne pouvons que nous féliciter de ces réalisations accomplies grâce à la confiance des États Parties et à l'engagement des partenaires à nos côtés . Toutefois, les mutations économiques, la digitalisation des activités et les attentes croissantes des opérateurs économiques nous invitent à poursuivre et à intensifier nos efforts. Aujourd'hui, c'est à nous qu'il appartient de poursuivre cette mission pour l'amélioration continue du climat des affaires et la compétitivité des économies africaines.

Avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), la fluidité des échanges intra-africains suppose un cadre juridique des affaires adapté aux exigences de notre temps. Contribuer davantage à structurer, à formaliser, à accompagner le développement et à faciliter l'accès au financement des entreprises, sont autant de défis auxquels il faudra continuer de répondre efficacement.

Au regard de ces enjeux, l'avenir de notre Organisation devra s'inscrire dans une dynamique de continuité et de progression : continuité dans l'ambition portée par les Pères fondateurs depuis Port-Louis (Maurice) en 1993 ; progression dans la poursuite et le renforcement de nos actions.

Cette ambition appelle un engagement renouvelé de tous les acteurs de l'espace OHADA. Poursuivons ensemble cette œuvre d'harmonisation et de modernisation du droit des affaires, afin que l'intégration juridique devienne un levier toujours plus efficace pour le développement de l'Afrique.



Ouverture des travaux du Comité des Experts en prélude à la 61e session du Conseil des Ministres de l'OHADA

Les travaux du Comité des Experts de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) se sont ouverts le 23 juillet 2026 au Centre des Conférences de Lomé, pour préparer la 61e session du Conseil des Ministres de l'Organisation, prévue les 27 et 28 juillet 2026 dans la capitale togolaise.

La cérémonie d'ouverture a été ponctuée par trois allocutions. Après le mot de bienvenue du Président de la Commission Nationale OHADA de la République togolaise, Monsieur Jérôme KOMI AJESSOM, s'en est suivi l'allocution du Secrétaire Permanent de l'OHADA, le Professeur Mayatta Ndiaye MBAYE, mettant en exergue les avancées enregistrées par l'Organisation, les défis auxquels elle demeure confrontée, ainsi que les attentes attachées à la présente session.



Pr Mayatta Ndiaye MBAYE Secrétaire Permanent de l'OHADA

Cette cérémonie s'est achevée par le discours d'ouverture prononcé par le Représentant de Monsieur Pacôme ADJOUROUVI, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits Humains de la République togolaise, Président en exercice du Conseil des Ministres de l'OHADA. Dans son intervention, le représentant du Président en exercice du Conseil des Ministres a rappelé l'importance de la présente session, puis a invité les Experts à mettre leur expérience au service de la communauté afin de formuler des recommandations éclairées à l'attention des Ministres, avant de déclarer officiellement ouverts les travaux du Comité des Experts.



M. Kokou Dodji AMADOS-DJOKO Conseiller Technique, Représentant du Ministre de la Justice et des Droits Humains du Togo



Monsieur Jérôme KOMI AJESSOM Président de la Commission Nationale OHADA de la République togolaise

Au cours de ces travaux, les Experts provenant des dix-sept États membres de l'OHADA ont examiné les dossiers inscrits à l'ordre du jour de la 61e session du Conseil des Ministres. Ils ont également assuré la préparation, l'examen et l'adoption d'un rapport, dont les conclusions ont été soumises au Conseil des Ministres pour délibération.

Dossier

La 61e session du Conseil des Ministres de l'OHADA s'ouvre à Lomé sous le signe du renforcement de la gouvernance de ses Institutions



Les travaux de la 61e session du Conseil des Ministres de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) se sont ouverts ce lundi 27 juillet 2026 à l'Hôtel 2 février de Lomé (Togo), en présence des Ministres de la Justice et des Finances des États membres, des responsables des Institutions de l'OHADA et des membres du corps diplomatique.

Cette session fait suite aux travaux préparatoires du Comité des Experts, tenus du 23 au 25 juillet 2026, au cours desquels ont été examinés les dossiers relatifs à la gouvernance de l'Organisation ainsi que des projets de textes internes inscrits à l'ordre du jour du Conseil des Ministres.
La céremonie d'ouverture a debuté par le mot de bienvenue du Préfet du Golfe, Monsieur Kossivi AGBODAN, qui s'est réjoui de voir la République togolaise accueillir cette 61e session du Conseil des Ministres de l'OHADA.



M. Kossivi AGBODAN Préfet du Golfe

Rappelant l'engagement constant des plus hautes autorités togolaises en faveur de l'intégration régionale, de la consolidation de l'État de droit et de l'amelioration du climat des affaires, il a réaffirmé la volonté du Togo de contribuer activement au renforcement de l'intégration juridique et économique du continent. Pour sa part, le Secrétaire Permanent de l'OHADA, Pr Mayatta Ndiaye MBAYE, a exprimé la profonde gratitude de l'Organisation à Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBÉ, Président du Conseil du Togo, Président en exercice de la Conference des Chefs d'État et de Gouvernement de l'OHADA ainsi qu'aux membres du Conseil des Ministres pour leur engagement constant au service



Pr Mayatta Ndiaye MBAYE Secrétaire Permanent de l'OHADA

de la communauté des États parties.
Revenant sur les trente-trois années d'existence de l'Organisation, le Secrétaire Permanent de l'OHADA a mis en lumière les progrès accomplis depuis la signature du Traité de Port-Louis en 1993. Il a notamment rappelé que l'OHADA a doté ses États membres d'un corpus de règles uniformes, modernes, accessibles et conformes aux meilleures pratiques internationales, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité juridique et judiciaire ainsi

qu'à l'amélioration du climat des affaires. Il a, en outre, souligné que l'appropriation effective de ce droit uniforme repose sur le renforcement continu des capacités de l'ensemble de ses utilisateurs.
Abordant les défis liés à la mobilisation des ressources, le Secrétaire Permanent a exprimé le souhait que la mandature togolaise permette à l'Organisation de franchir une nouvelle étape dans la consolidation de son autonomie financière. Il a souligné que: ***« libérée de cette contrainte structurelle, l'OHADA saura assurer son rôle de levier de stimulation de l'investissement, de vecteur de transformation et de souveraineté économique, mais également d'accompagnement du progrès économique et social de ses États membres. »***
La cérémonie s'est poursuivie avec le discours d'ouverture de Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBÉ, Président du Conseil du Togo, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'OHADA, prononcé par son représentant, Monsieur Pacome Yawovi ADJOUROUVI Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits Humains de la République togolaise.
Dans son adresse, le Président du Conseil a salué les avancées majeures accomplies par l'OHADA depuis sa création, rendues possibles grâce à l'engagement des États membres et au soutien constant de ses partenaires techniques et financiers. Il a appelé les États parties à poursuivre ensemble la construction d'une Afrique ambitieuse, prospère et résolument tournée vers son développement.
Il a par ailleurs invité l'OHADA, à continuer de jouer pleinement son rôle d'outil stratégique au service du développement économique, en accompagnant les politiques publiques des États ainsi que le dynamisme du secteur privé, moteur de croissance, de création de richesses et d'emplois.



Monsieur Pacôme ADJOUROUVI *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits Humains de la République togolaise*

Réaffirmant l'engagement de la République togolaise, le Président du Conseil a déclaré: ***« mon pays jouera toute sa partition et s'assurera que la mandature togolaise à la tête de l'OHADA soit le point de départ de nouveaux succès pour tout le continent. »***
À l'issue de cette allocution, le représentant du Président du Conseil du Togo, a déclaré officiellement ouverts les travaux de la 61e session du Conseil des Ministres de l'OHADA.

61e session du Conseil des Ministres de l'OHADA: des réformes majeures pour renforcer la gouvernance de l'Organisation

Réuni à Lomé le 27 juillet 2026, le Conseil des Ministres de l'OHADA a adopté plusieurs décisions majeures destinées à renforcer la gouvernance de l'Organisation, consolider sa soutenabilité financière et poursuivre son action en faveur de l'intégration juridique et du développement économique des États Parties.



Sous la présidence de Son Excellence Monsieur Pacôme Yawovi ADJOUROUVI, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits Humains de la République Togolaise, Président en exercice du Conseil des Ministres de l'OHADA, le Conseil a examiné les principales questions relatives au fonctionnement de l'Organisation, au renforcement de sa gouvernance, à la consolidation de son cadre normatif, à sa soutenabilité financière ainsi qu'au renouvellement partiel de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA).
Le Conseil des Ministres a pris connaissance du rapport du Secrétaire Permanent sur les activités et le fonctionnement des Institutions de l'OHADA au titre du premier semestre 2026. En outre, il a salué les résultats enregistrés dans les domaines normatif, judiciaire, arbitral, de la formation, de la recherche, de la coopération et de la représentation.
Tout en prenant note des contraintes persistantes liées à la mobilisation des ressources financières, le Conseil a réaffirmé son attachement à la pérennité de l'Organisation. Il a invité les États Parties à s'acquitter régulièrement de leurs obligations contributives et a réitéré son engagement à soutenir les initiatives visant à assurer la stabilité financière de l'OHADA.

Renforcement de la gouvernance des Institutions

Le Conseil des Ministres a adopté plusieurs textes majeurs destinés à renforcer la gouvernance, la transparence et la performance des Institutions de l'OHADA.
Il a ainsi doté l'Organisation d'un nouveau Règlement financier qui consacre notamment le budget-programme, la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) ainsi que l'utilisation des normes comptables internationales IPSAS pour la présentation des comptes des Institutions de l'OHADA, afin d'adapter ceux-ci au statut juridique et à la nature des activités de l'Organisation.
Le Conseil a également adopté la Politique de gestion des documents et archives de l'OHADA, la Décision portant création du Comité des risques et du contrôle interne, la Charte d'audit interne ainsi que la Décision portant création du titre d'Ambassadeur de bonne volonté de l'OHADA en vue de mieux promouvoir les valeurs, les idéaux et le rayonnement international de l'Organisation.

Une mobilisation renouvelée en faveur de la soutenabilité financière

Le Conseil des Ministres a entériné les résolutions et recommandations issues de la réunion spéciale des Ministres des Finances des États Parties relatives à l'application du mécanisme de financement autonome de l'Organisation et à la mobilisation de ressources innovantes. Le Conseil a réaffirmé, à cette occasion, que la mobilisation régulière des contributions statutaires est une condition essentielle à la bonne exécution des missions de l'OHADA et au fonctionnement harmonieux de ses Institutions.
Après examen du rapport financier de l'exercice 2024 et du rapport du Commissaire aux Comptes, le Conseil a également approuvé les comptes de l'Organisation.

Deux nouveaux Juges élus à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage

Dans le cadre du recrutement du personnel à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), le Conseil des Ministres a élu deux nouveaux Juges :
- **Madame Hélène SARR, Magistrat de nationalité sénégalaise ;**
- **Monsieur Edmond Pierre-Jacques DJAMA, Magistrat de nationalité ivoirienne.**



Madame Hélène SARR **Magistrate**



Monsieur Edmond Pierre-Jacques DJAMA **Magistrat**

Ces nouveaux Juges sont élus pour un mandat de sept (7) ans non renouvelables.
Le Conseil a également décidé de lancer un nouvel appel à candidatures afin de pourvoir au troisième poste ouvert, tout en encourageant la présentation de candidatures féminines.

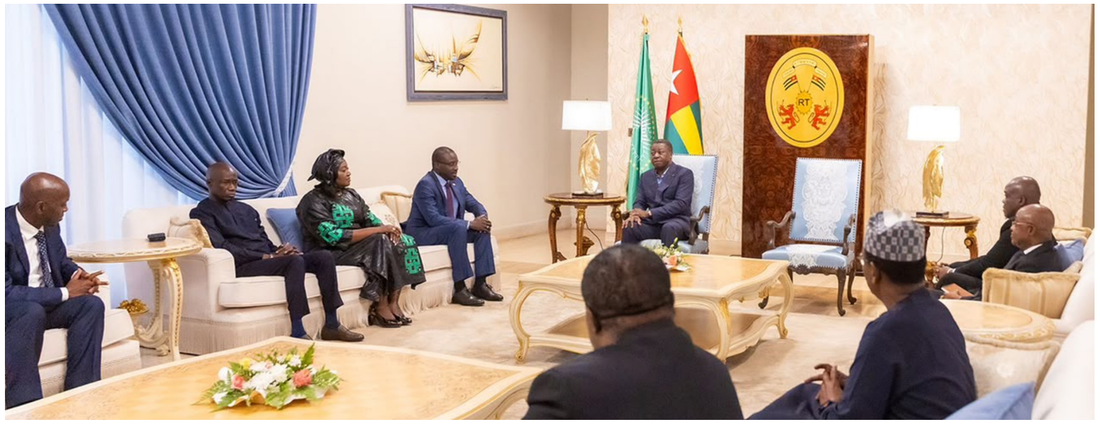
Un engagement réaffirmé pour l'intégration juridique africaine

Au terme de ses travaux, le Conseil des Ministres a réaffirmé sa détermination à poursuivre les réformes engagées afin de renforcer la gouvernance, la transparence, la performance et la soutenabilité financière de l'Organisation.

Les décisions adoptées à Lomé traduisent la volonté commune des États Parties de consolider l'OHADA comme un instrument de référence de l'intégration juridique en Afrique, gage de la confiance des investisseurs, de la compétitivité des économies et du développement durable de l'espace OHADA

S.E. Faure Essozimna GNASSINGBÉ reçoit une délégation de l'OHADA conduite par son Secrétaire Permanent

En marge de la 61e session du Conseil des Ministres de l'OHADA, Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBÉ, Président du Conseil du Togo, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'OHADA, a accordé une audience, le 28 juillet 2026 à Lomé, à une délégation conduite par le Secrétaire Permanent de l'OHADA, le Professeur Mayatta Ndiaye MBAYE.



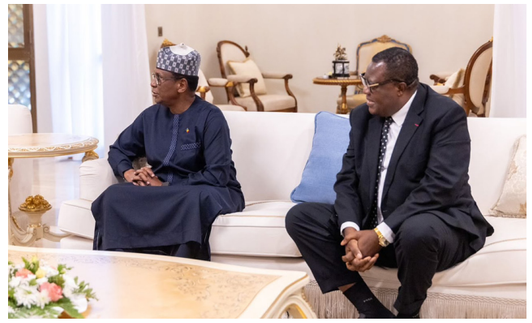


Au cours de l'audience, le Secrétaire Permanent de l'OHADA a présenté au Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, le compte rendu des travaux de la 61e session du Conseil des Ministres.

Les échanges ont également porté sur les perspectives de développement de l'Organisation, notamment les réformes engagées en matière de gouvernance, de transparence, de soutenabilité financière et de performance institutionnelle.

Le Secrétaire Permanent a également sollicité les conseils et les orientations du Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement sur les défis et les perspectives de l'Organisation. Il a salué son engagement constant en faveur de l'intégration africaine, soulignant que cette vision rejoint pleinement la mission de l'OHADA : l'intégration juridique pour le développement économique des États Parties.

Par ailleurs, le Pr Mayatta Ndiaye Mbaye a réaffirmé sa gratitude à son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE pour l'attention qu'il porte aux préoccupations de l'OHADA et son accompagnement pour consolider la sécurité juridique et judiciaire, et améliorer le climat des affaires dans l'espace OHADA.



Cette audience traduit l'attention portée par le Président du Conseil du Togo, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, aux activités de l'Organisation et réaffirme la volonté commune de poursuivre les réformes engagées pour accompagner l'OHADA dans la mise en œuvre de sa mission et de ses priorités stratégiques.

Communiqué final 61e session du conseil des ministres

La soixante et unième (61e) session du Conseil des Ministres de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) s'est tenue le 27 juillet 2026 à l'Hôtel 2 Février et au Centre international de conférences de Lomé, en République togolaise, sous la présidence de **Maître Pacôme Yawovi ADJOUROUVI**, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits Humains du Togo, Président du Conseil des Ministres de l'OHADA.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par les allocutions de Monsieur **Kossivi AGBODAN,** Préfet du Golfe, du **Professeur Mayatta Ndiaye MBAYE,** Secrétaire Permanent de l'OHADA, et de **Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBÉ,** Président du Conseil du Togo, et Président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'OHADA, prononcé par son représentant Monsieur **Pacôme Yawovi ADJOUROUVI,** Président du Conseil des Ministres de l'OHADA. Les différents intervenants ont réaffirmé leur attachement aux idéaux de l'Organisation et souligné la contribution essentielle de l'OHADA à l'intégration juridique, à la sécurité juridique et judiciaire ainsi qu'à l'amélioration du climat des affaires dans les États Parties.

D'importantes décisions ont sanctionné les délibérations de cette session dont entre autres l'adoption des résolutions et recommandations issues de la réunion spéciale des Ministres en charge des Finances, l'adoption d'un nouveau Règlement financier, la prise de diverses décisions tendant au renforcement de la gouvernance des Institutions et l'élection de deux nouveaux Juges appelés à siéger à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA).

À l'issue des travaux, le Président du Conseil du Togo **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBÉ** a reçu en audience officielle une délégation du Conseil des Ministres conduite par le Secrétaire Permanent de l'OHADA. À cette occasion, le Président du Conseil a pris connaissance des résultats des travaux des Ministres et donné, en sa qualité de Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OHADA, des orientations pour faire face aux défis actuels de l'Organisation et assurer son repositionnement stratégique.

Fait à Lomé, le 28 juillet 2026

Rayonnement institutionnel : l'OHADA institue le titre d'"Ambassadeur de bonne volonté"

Le 27 juillet 2026 à Lomé, le Conseil des Ministres de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) a adopté la Décision n° 13/2026/CM/OHADA portant création du titre d'«Ambassadeur de bonne volonté de l'OHADA». Ce titre vise à associer des personnalités de renommée internationale à la promotion de la mission, des valeurs et objectifs de l'Organisation.



Suivant la décision qui l'institue, le titre d'«Ambassadeur de bonne volonté de l'OHADA» peut être conféré à des personnalités de toutes nationalités qui, par leur parcours, leur réputation, leur influence et leur travail peuvent contribuer à porter la vision de l'OHADA auprès de partenaires stratégiques. Ces personnalités doivent notamment jouir d'une stature internationale dans des domaines tels que le droit, l'économie, la finance, les entreprises, la politique, la diplomatie, la science, les médias, la culture ou le sport. Elles doivent également faire preuve d'intégrité et de probité, jouir d'une réputation irréprochable et n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation portant atteinte à l'honneur ou à la confiance du public.

Conféré à titre gracieux, le titre d'« **Ambassadeur de bonne volonté de l'OHADA** » permet à ces personnalités de prêter leur notoriété et leur image à la promotion des réformes et instruments portés par l'OHADA.

Un nouvel instrument de promotion de la vision de l'OHADA

La création du titre d'« **Ambassadeur de bonne volonté de l'OHADA** » s'inscrit dans la volonté de l'OHADA de renforcer la visibilité de son action en faisant de l'intégration juridique un levier du développement économique en Afrique.

À travers cette nouvelle initiative, l'OHADA entend mieux faire connaître son action et contribuer davantage à la promotion d'un environnement juridique et judiciaire favorable à l'amélioration du climat des affaires et aux investissements structurants au service de ses États membres.

Soutenances des certificats en arbitrage et en médiation OHADA: les auditeurs franchissent une étape décisive de leur parcours



Les auditeurs de la promotion 2025-2026 en arbitrage et médiation OHADA de l'ERSUMA, ont achevé leur parcours, à l'occasion des soutenances de fin de formation tenues du 27 au 31 juillet 2026 à Abidjan.

Cette session qui s'est tenue au Centre d'arbitrage et à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA (CCJA), a réuni les auditeurs de la deuxième promotion du Certificat en arbitrage OHADA et de la première promotion du Certificat en médiation OHADA. Les trois premiers jours, ont été consacrés à la présentation des rapports de fin de formation au Centre d'arbitrage de l'OHADA, devant des jurys composés d'éminents experts en arbitrage et en médiation.

Une cérémonie officielle s'est tenue le 31 juillet 2026 à la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage en présence

du Président de la CCJA, M. Jean Marie KAMBUMA NSULA, du Secrétaire Général du Centre d'arbitrage de la CCJA, M. Mamadou KONE, du Directeur Général de l'ERSUMA, Dr Karel Osiris Koffi DOGUE, ainsi que du Dr Achille NGWANZA, Coordonnateur du Certificat en arbitrage OHADA, et de Mme Bintou BOLI DJIBO, Coordonnatrice du Certificat en médiation OHADA.

À l'issue de cette cérémonie, les candidats ont pris part à des exercices pratiques de simulation d'audiences arbitrales et de procédures de médiation organisés dans la salle d'audience de la CCJA. Ces mises en situation leur ont permis de mobiliser les connaissances acquises au cours de leur formation, de se confronter aux réalités de la pratique professionnelle et de développer les réflexes attendus des praticiens des MARD.

Les soutenances ont ainsi permis aux membres du jury, d'apprécier la qualité des travaux réalisés ainsi que les compétences développées par les auditeurs tout au long de leur parcours illustrant l'exigence académique et l'approche pratique qui caractérisent les programmes de certification de l'ERSUMA.

Organisées avec l'appui de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage et du Centre d'arbitrage de l'OHADA, ces activités témoignent de l'engagement de l'ERSUMA à former des praticiens hautement qualifiés et à renforcer les capacités des professionnels du droit et des acteurs économiques afin de contribuer à la sécurité juridique et judiciaire ainsi que l'amélioration du climat des affaires dans l'espace OHADA.



Promotion du droit OHADA: le Secrétaire Permanent de l'OHADA reçoit la Professeure Angéline NGOMO



Le Secrétaire Permanent de l'OHADA, Pr Mayatta Ndiaye MBAYE, a recu ce 17 septembre 2026, la Pr Angeline Florence NGOMO, Ancienne membre de la Commission Nationale OHADA du Cameroun et Professeur Titulaire de Droit Privé à l'universite de Yaoundé II. Les échanges ont porté sur l'importance de renforcer l'appropriation des textes de l'OHADA, ainsi que sur la presentation de l'ouvrage intitule « **Droit des societes commerciales et du groupement d'interêt économique dans l'espace OHADA. Clés de lecture** ».

Le Secrétaire Permanent a adressé ses felicitations au Pr NGOMO pour la publication de ce nouvel ouvrage et pour sa contribution à la promotion de la recherche scientifique et du droit OHADA. Cette rencontre a également été l'occasion d'évoquer la présence de l'OHADA à la cérémonie consacrée à la présentation de l'ouvrage, ainsi que de renouveler l'appel à travailler autour des politiques publiques liées au statut de l'entreprenant, notamment en matière de formalisation des entreprises.

Le Secrétaire Permanent de l'OHADA rencontre le Premier Président de la Cour de cassation de la République Centrafricaine

Au cours de sa visite de travail à Bangui, le Secrétaire Permanent de l'OHADA, Pr Mayatta Ndiaye MBAYE, a eu un entretien avec M. Sylvain Nestor SANZÉ, Premier Président de la Cour de cassation de la République Centrafricaine.

La rencontre s'est tenue le 28 septembre 2026 en présence du Procureur général près la Cour de cassation, ainsi que des Présidents de la Chambre civile et commerciale, et des Chambres sociale et criminelle.

Les deux personnalités ont saisi cette occasion pour aborder plusieurs sujets d'intérêt commun et d'une importance systémique. Une attention particulière a été accordée à l'état de la collaboration entre la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) et la Cour de cassation, à l'application du droit OHADA en République Centrafricaine, au renforcement des capacités des acteurs de la justice, à la dématérialisation des procédures, à l'accès à la jurisprudence ainsi qu'à la promotion des modes alternatifs de règlement des différends auprès des magistrats.

Les discussions ont également porté sur la prochaine édition de la semaine africaine de l'arbitrage, de la justice et de l'information commerciales (SAAJIC), prévue en 2027 en Afrique centrale.

Le Premier Président de la Cour de cassation s'est félicité des initiatives et projets mis en œuvre par l'OHADA et a renouvelé au Secrétaire Permanent, l'engagement de la Cour de cassation à œuvrer quotidiennement en faveur de l'appropriation et de la pleine application du droit OHADA sur le territoire centrafricain.

Le Secrétaire Permanent de l'OHADA s'entretient avec le Directeur de Cabinet par intérim du Ministre des Finances et du Budget de la République Centrafricaine



Dans le cadre de sa mission en République Centrafricaine, le Pr Mayatta Ndiaye MBAYE, Secrétaire Permanent de l'OHADA, s'est entretenu le 28 septembre 2026, avec M. Albert NDINABE, Directeur de Cabinet par intérim du Ministre des Finances et du Budget.

La séance de travail entre les deux parties a été l'occasion d'échanger sur le fonctionnement des Institutions de l'OHADA et sur les modalités pratiques de mise en œuvre de la résolution du Conseil des Ministres relative au financement de l'Organisation. L'opérationnalisation de cette résolution devrait, à terme, avec le concours des États membres et des partenaires techniques et financiers, renforcer durablement les ressources de l'Organisation, ainsi que son action au service de la sécurité juridique et judiciaire, et de l'amélioration du climat des affaires en Afrique.

Cette rencontre intervient en marge de l'audience avec le Dr Arnaud DJOUBAYE ABAZENE, Garde des Sceaux, Ministre d'État chargé de la Justice, de la Promotion des Droits humains et de la Bonne Gouvernance de la République centrafricaine.

République Centrafricaine : le Secrétaire Permanent de l'OHADA reçu par le Ministre d'État chargé de la Justice, de la Promotion des Droits humains et de la Bonne Gouvernance



Le Secrétaire Permanent de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), Pr Mayatta Ndiaye MBAYE, s'est entretenu, le 26 septembre 2026, avec Dr Arnaud DJOUBAYE ABAZENE, Ministre d'État chargé de la Justice, de la Promotion des Droits humains et de la Bonne Gouvernance de la République Centrafricaine.

Cette audience a permis aux deux personnalités d'échanger sur le fonctionnement de l'OHADA, ainsi que sur les prochaines échéances institutionnelles de l'Organisation.

Les échanges ont par ailleurs été l'occasion, de faire le point, sur l'état de l'application du droit OHADA en République Centrafricaine, notamment au sein des juridictions, ainsi que sur les besoins en matière de formation, de renforcement des capacités des praticiens du droit ainsi que sur les mesures susceptibles d'être prises pour contribuer à la réalisation des performances économiques et sociales escomptées.

À cette occasion, le Ministre d'État a salué les initiatives conduites par l'OHADA. Il a réitéré l'attachement de la République Centrafricaine à l'OHADA ainsi qu'à la dynamique d'intégration juridique qu'elle porte.

Cette rencontre témoigne de l'importance accordée au renforcement de la coopération entre l'OHADA et ses États parties, en vue de favoriser une application toujours plus effective et harmonisée du droit des affaires.

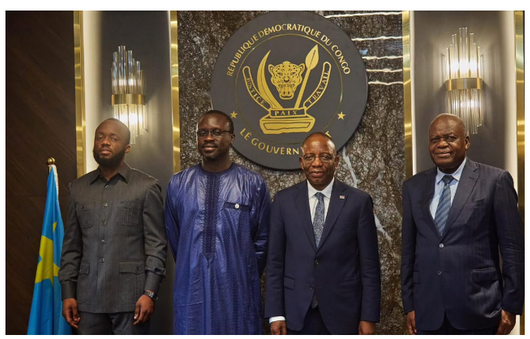
République Démocratique du Congo : le Secrétaire Permanent de l'OHADA reçu par le Ministre d'État, Ministre de la Justice au cours d'une visite de travail

Le 30 septembre 2026, le Secrétaire Permanent de l'OHADA, a été reçu en audience par M. Guillaume NGEFA ATONDOKO, Ministre d'État, Ministre de la Justice.



Cette rencontre a été suivie, le 2 octobre, d'une séance de travail présidée par le Ministre d' , avec la participation de la Cellule présidentielle sur le climat des affaires et de la Commission nationale OHADA.

Les échanges ont porté à titre principal sur le fonctionnement des Institutions de l'OHADA et la préparation de la première édition du Congrès International sur le Climat des Affaires en Afrique (CICAAf).
Une attention particulière a également été accordée à l'état de l'application du droit OHADA en République Démocratique du Congo, notamment à certaines dispositions relatives à l'exécution forcée, ainsi qu'à l'élaboration et à l'adoption des dispositions nationales complémentaires des Actes uniformes.
À l'ordre du jour, figuraient également les questions relatives à l'informatisation et à l'opérationnalisation des fichiers du RCCM, au projet de création d'un Bureau du Centre d'arbitrage de l'OHADA en République démocratique du Congo, à la mise en œuvre du nouveau Statut des notaires, à la dématérialisation des procédures judiciaires et à l'accès à la jurisprudence des Cours et tribunaux.
Ces discussions ont permis de faire le point sur l'état des travaux d'élaboration des textes nationaux complémentaires des Actes uniformes, ainsi que sur les actions de sensibilisation menées notamment à l'intention des parlementaires.
Au terme de la séance de travail, le Ministre d'État a, au nom du Gouvernement congolais, réaffirmé l'attachement de la République Démocratique du Congo à l'OHADA et son engagement à œuvrer, en synergie avec les Institutions de l'Organisation et, avec le concours de la Cellule présidentielle sur le climat des affaires, à la consolidation du droit et à l'amélioration du climat des affaires en RDC.





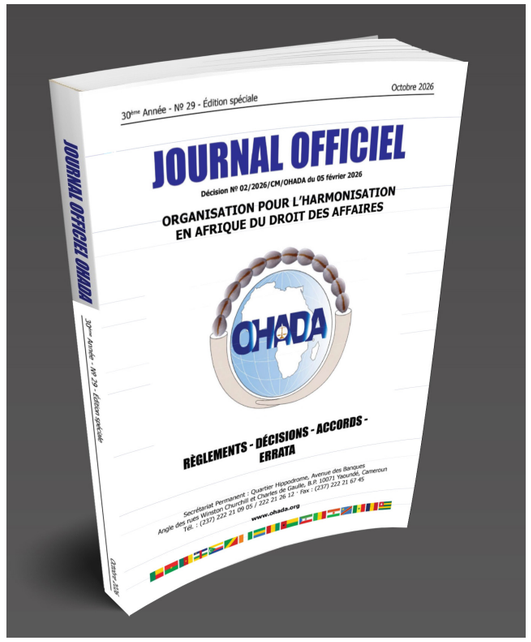
République du Congo : le Secrétaire Permanent de l'OHADA rencontre le Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public

Le Secrétaire Permanent de l'OHADA, Pr Mayatta Ndiaye MBAYE, a effectué une visite de travail en République du Congo du 2 au 4 octobre 2026, au cours de laquelle, il a été reçu en audience par le Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public.

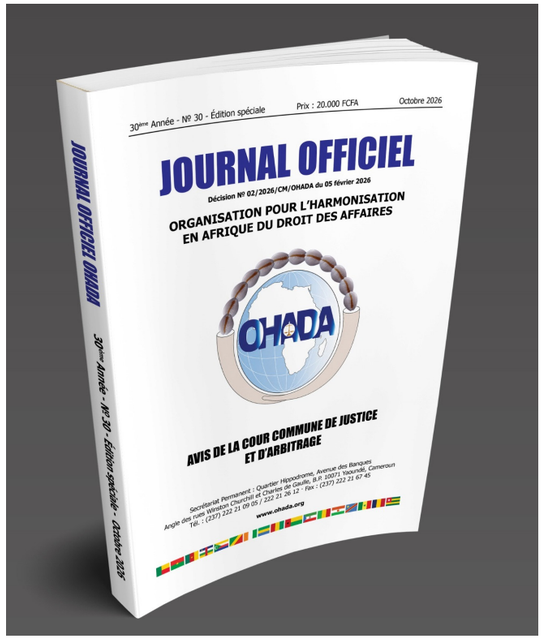
Le 2 octobre 2026, le Secrétaire Permanent a été reçu en audience par M. Christian YOKA, Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public. Les deux personnalités ont échangé sur plusieurs sujets d'intérêt commun, notamment le fonctionnement des Institutions de l'OHADA, la stratégie de renforcement des activités de l'Organisation et la consolidation de son impact sur le climat des affaires.
Le Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public s'est félicité des avancées enregistrées dans la projection stratégique de l'Organisation et a encouragé le Secrétaire Permanent à poursuivre les travaux engagés en vue de son renforcement institutionnel.
Il a également salué la mise en place des Rencontres OHADA–Secteur privé (ROSEP) et du Forum sur la gouvernance des entreprises publiques (FOGEP), qui constituent des cadres de concertation et de partage d'expériences, contribuant au renforcement des capacités des entreprises et des administrations ainsi qu'à l'identification des enjeux liés à l'application du droit OHADA et à l'amélioration du climat des affaires.
Au regard de la portée systémique de ces initiatives, en perspective, des échanges seront engagés entre le Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public et le Secrétariat Permanent de l'OHADA en vue d'examiner les modalités d'organisation d'éditions nationales au Congo.
Au nom du Gouvernement congolais, le Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public a réaffirmé son soutien à l'OHADA et informé le Secrétaire Permanent des mesures prises par la République du Congo en vue de la réactivation de la mise en œuvre du mécanisme de financement autonome de l'Organisation.
Il a, par ailleurs, formulé des recommandations en vue d'un déploiement efficace du Congrès international sur le climat des affaires en Afrique (CICAAf), dont la première édition est prévue en 2027.
En marge de cette audience, le Secrétaire Permanent de l'OHADA a tenu, le 3 octobre 2026, une séance de travail avec M. Henri BOUKA, Premier Président de la Cour suprême, et M. Théophile MBITSI, Procureur Général près ladite Cour, en présence des Présidents de chambre et des Avocats généraux.
Tenue au siège de la Haute Juridiction, cette rencontre a permis d'échanger sur l'application du droit OHADA de l'exécution forcée au Congo, sur la dématérialisation des procédures judiciaires et sur l'accès à la jurisprudence des cours et tribunaux.
À cette occasion, le Secrétaire Permanent a proposé à la Haute Juridiction nationale d'établir un partenariat avec la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) et l'École Régionale Supérieure de la Magistrature (ERSUMA), école de droit des affaires de l'OHADA, en vue de l'organisation, en 2027 à Brazzaville, de la deuxième édition de la Semaine africaine de l'arbitrage, de la justice et de l'information commerciales (SAAJIC).

Deux nouvelles éditions du journal officiel de l'OHADA

Entretien avec Gwladys BION, Cheffe du Service de la Documentation et du Journal Officiel de l'OHADA



Journal officiel numéro 29



Journal officiel numéro 30

Deux nouveaux numéros du Journal officiel de l'OHADA viennent de paraître. Dans quel but ont-ils été conçus et quelle est leur particularité ?

Ces deux numéros du Journal Officiel de l'OHADA sont des numéros de référence. Une production inédite qui rassemble, en deux numéros, plus de dix ans de vie juridique et institutionnelle de l'OHADA.



Ils ont été réalisés afin de mettre à la disposition du public un ensemble structuré de textes officiels adoptés ou émis par les différentes Institutions de l'OHADA. Ceci répond à un objectif de centralisation, de conservation et de diffusion d'actes qui rendent compte de la vie juridique, administrative et institutionnelle de l'Organisation.

Le Numéro 29 couvre essentiellement la période 2016-2026 pour les institutions suivantes : Le Conseil des Ministres, le Secrétariat Permanent, la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) et l'ERSUMA, l'École de Droit des Affaires de l'OHADA. Sa particularité réside également dans la diversité des actes officiels qu'il réunit. On y trouve notamment des décisions, des règlements, des résolutions, des accords de coopération ainsi qu'un erratum relatif à l'AUDCIF.

Le numéro 30 quant à lui, contient l'intégralité des avis consultatifs de la CCJA depuis 1997. Soit près de 30 ans de doctrine jurisprudentielle de la Cour.

Au-delà de la dimension documentaire, quel intérêt présentent ces publications pour la diffusion et l'appropriation du droit OHADA ?

Un texte non accessible est un texte inapplicable. Ces nouveaux numéros offrent à chaque acteur un accès direct au cadre réel dans lequel l'OHADA agit aujourd'hui : comment est géré l'arbitrage ? Comment est organisée la profession comptable ? Comment fonctionne le RCCM ? Quelle est la gouvernance de la formation et de la recherche ?

- Pour un magistrat, ce sont des sources officielles pour motiver une décision.

- Pour un avocat ou un chef d'entreprise, c'est la garantie de s'appuyer sur le texte authentique et à jour.

- Pour un enseignant-chercheur ou un étudiant, c'est une matière première de recherche centralisée et fiable.

- Pour nos administrations et partenaires, c'est la transparence sur le fonctionnement de l'Organisation.

Quel rôle le Journal officiel et, plus largement, le Service de la Documentation jouent-ils dans la conservation, la diffusion et l'accessibilité des textes de l'OHADA ?

Le Journal Officiel est plus qu'un support : c'est le garant de l'authenticité. Il assure la traçabilité, la conservation et la valeur juridique des actes de l'Organisation. C'est la mémoire officielle de l'OHADA.

Au sein du Service de la Documentation et du Journal Officiel, notre travail couvre toute la chaîne : collecte, traitement, classement, conservation, valorisation et diffusion. Notre mission est de faire en sorte que les textes de l'OHADA ne soient pas seulement produits, mais qu'ils soient durablement conservés, facilement retrouvés et effectivement utilisés.

Pour terminer, nous venons de franchir une étape majeure avec la Décision N°02/2026/CM/OHADA du Conseil des Ministres qui vient donner une nouvelle fonction au Journal Officiel de l'OHADA, celle de journal d'annonces légales. Portée par cette ambition, l'OHADA a entrepris de mettre sur pied une plateforme numérique, pensée pour servir ce besoin avec plus de proximité et d'efficacité.

Comment acquérir le Journal officiel de l'OHADA, principalement ces deux nouvelles éditions ?

Le Journal Officiel est accessible sur le site web de l'OHADA www.ohada.org , précisément sur https://www.ohada.org/journal-officiel/.

Pour toute demande d'acquisition de la version imprimée d'un Journal Officiel, il suffit de contacter le Secrétariat Permanent de l'OHADA, précisément le Service de la Documentation et du Journal Officiel.

Propos recueillis par Lucy AGWESE

La revue de l'ERSUMA numéro 24



L'ERSUMA, l'École de Droit des affaires de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), a le plaisir de vous annoncer la parution du numéro 24 de la Revue de l'ERSUMA, revue semestrielle de droit africain et comparé des affaires.

Produite par son Centre de Recherche, cette revue comporte plusieurs contributions, validées par un comité scientifique et portant sur l'actualité du droit des affaires, qu'il s'agisse du Droit OHADA, du Droit national des États Parties, des autres Droits communautaires africains ou du Droit comparé.

Dans ce numéro, le lecteur trouvera une dizaine de contributions scientifiques regroupées en quatre (04) rubriques ainsi qu'il suit :

Études doctrinales :

• **Médiation et justice,** par Christiane Nicole BEKADA EBENE, Maître de conférences, Agrégée des Facultés de Droit, Enseignante-chercheure à l'Université de Douala (Cameroun) ;

• **Les pouvoirs des dirigeants des sociétés coopératives en droit uniforme OHADA,** par Akrawati Shamsidine ADJITA, Maître de conférences, Enseignant-chercheur à la Faculté de Droit de l'Université de Lomé (Togo) ;

• **Pour une participation équitable aux résultats des entreprises en droit OHADA**, par Jacqueline KOM, Maître de conférences, Enseignante-chercheure à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Yaoundé II (Cameroun) ;

• **Le nouveau concordat préventif du droit OHADA :** entre impératif de sauvetage du débiteur et protection des créanciers, par Kokou Serge EVELAMENOU, Docteur en Droit privé, Maître Assistant CAMES, Enseignant-chercheur à la Faculté de Droit de l'Université de Lomé (Togo) ;

• **La personne, la famille et le commerce : analyse d'une dialectique,** par Diabouré Roland GOULLA, Docteur en Droit privé, Assistant à l'UFR des Sciences Juridiques et Politiques, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal) ;

• **L'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE) révisé : vers la dématérialisation des actes de procédure dans l'espace OHADA ?** par Müller NDOUMGA, Docteur en Droit privé, Chargé de Cours à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Douala (Cameroun).

Jurisprudence :

• **L'annulation d'une sentence arbitrale sur le fondement du non-respect de la clause de conciliation préalable,** par Ampah JOHNSON-ANSAH, Maître de conférences (CAMES), Enseignant-chercheur à la Faculté de droit de l'Université de Lomé (Togo) ;

• **Panorama de jurisprudence de droit de l'arbitrage de la CCJA 2023-2024, p**ar Darly-Aymar DJOFANG, Avocat au Barreau du Cameroun, Arbitre référencé, Membre de la Commission Arbitrage & ARD de la Chambre de commerce internationale (CCI).

Législation :

• **Trade unions as mediators of social dialogue in employment relations,** by Juliette Suliy BUNYUY épouse MOYE, Senior Lecturer of Law at the University of Bamenda (Cameroon).

Pratique professionnelle :

• **Les Sociétés Civiles Professionnelles (SCP) d'Huissiers de justice au Cameroun :** une innovation en « trompe-l'œil », par Alain-Douglas WANDJI KAMGA, Maître de conférences, Enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Yaoundé II (Cameroun).

La Revue de l'ERSUMA est disponible en formats numérique et papier. Elle peut être acquise à l'unité (10.000 francs CFA) ou sur abonnement annuel (17.000 F CFA, soit deux numéros l'année). Pour tout abonnement à la Revue de l'ERSUMA. Elle est également disponible sur la plateforme CAIRN. INFO, consultable dans la rubrique ***« Droit et Administration ».***

Chiffre Clé

11

domaines de la vie des affaires couverts par les Actes uniformes de l'OHADA

Depuis sa création, l'OHADA a élaboré et mis en vigueur des Actes uniformes, dans 11 domaines de la vie des affaires. Ces actes uniformes constituent un corpus commun de règles qui couvrent notamment le droit commercial général, le droit des sûretés, le droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, les procédures simplifiées de recouvrement et les voies d'exécution, les procédures collectives d'apurement du passif, le droit de l'arbitrage , le droit de la médiation, le droit comptable , le système comptable des entités à but non lucratif, le transport de marchandises par route et le droit des sociétés coopératives.

11 domaines, un même objectif : Offrir aux acteurs économiques de l'espace OHADA un cadre juridique commun, lisible et sécurisé.

L'OHADA face aux nouveaux enjeux de l'intégration juridique africaine

Yaovi Bob-Marley LIASSIDJI, Docteur en Droit Privé Fondamental IChef Service des Affaires Juridiques et de la Communication de l'OHADA



Après plus de trois décennies d'existence, l'OHADA est devenue l'une des expériences les plus abouties d'intégration juridique sur le continent africain. La reconnaissance de l'impact de l'OHADA sur les économies africaines déborde désormais les frontières de ses États membres au point d'être envisagée comme projet dans le cadre de l'Union Européenne. A ce titre, Jean TIROLE, prix Nobel d'économie en 2014 et Karine Van Der Straeten, économiste spécialiste des institutions démocratiques, dans leur ouvrage *''Economie du désordre mondial. Comment la géopolitique a tout changé''* paru en septembre-octobre 2026 aux Editions Albin Michel, reconnaissent l'unification du droit des affaires comme un levier de prospérité économique. En clair le modèle de l'OHADA inspire désormais les grands regroupements d'intégration économique à travers le monde. Au regard des profondes mutations de l'économie mondiale mises en avant par ces deux auteurs, l'accélération de la transformation numérique, l'émergence de nouvelles communautés économiques régionales africaines et la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), il s'impose aujourd'hui à l'OHADA son repositionnement stratégique. L'enjeu n'est plus seulement l'harmonisation du droit des affaires dans son espace géographique, mais également sa contribution à l'intégration juridique africaine.

La nécessité d'adaptation au nouvel écosystème mondial

L'environnement dans lequel évolue l'OHADA a profondément changé depuis sa création. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution dont entre autres l'intensification des échanges intra-africains, la création de la ZLECAf, l'essor du commerce électronique et de l'économie numérique, l'internationalisation croissante des entreprises africaines, la concurrence entre systèmes juridiques pour attirer les investissements avec une prédilection pour les modes alternatifs de règlement des différends commerciaux et d'investissement. À tous ces facteurs l'Organisation a su poser des jalons tant du point normatif que du point de vue institutionnel.

Le renforcement du corpus normatif

La réforme de l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUVE) intervenue le 17 octobre 2023 constitue une mesure d'adaptation macro-juridique indispensable pour faire face aux mutations rapides de l'économie mondiale et leur grande prégnance sur les activités économiques des États africains. Ainsi, face à la digitalisation, l'AUVE intègre les actifs modernes ; face à la crise du crédit, il renforce la sécurisation des investissements et face aux risques souverains, il procède à une clarification des immunités d'exécution.

Mais avant la révision de l'AUVE, deux réformes majeures sont intervenues pour l'encadrement des activités économiques sont intervenues.

Ce fut dans un premier temps la refonte intégrale du droit comptable de l'espace communautaire. Il s'agit de l'adoption par le Conseil des Ministres de l'Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière le 26 janvier 2017 ; entré en vigueur le 1er janvier 2018 pour les comptes personnels des entités et le 1er janvier 2019 pour les comptes consolidés, les comptes combinés et les états financiers suivant les normes IFRS. Ensemble avec son système comptable (SYSCOHADA) révisé, cet Acte uniforme transforme profondément les économies des 17 États membres de l'OHADA en unifiant les règles comptables et en renforçant la transparence financière.

Dans un second temps, le Conseil des Ministres de l'OHADA, lors de sa 53e session tenue à Niamey en République du Niger les 21 et 22 décembre 2022, adopte l'Acte uniforme relatif au Système comptable des entités à but non lucratif (SYCEBNL). Ce nouvel instrument juridique, en encadrant la gestion financière des associations, fondations, ordres professionnels et projets de développement, dote l'ensemble

des 17 États membres d'un unique référentiel de transformation du secteur non lucratif en un véritable levier de croissance, de stabilité et de transparence économique.

L'affermissement du dispositif institutionnel

Devenant un acteur majeur de la gouvernance juridique et économique à l'échelle du continent africain, l'OHADA avait aussi besoin de procéder à l'affermissement de son dispositif institutionnel. Ce processus engagé depuis 2024 a permis à l'Organisation de se doter de trois importants règlements.

Il s'agit du Règlement N° 01/CM/OHADA portant attributions, organisation et fonctionnement du Conseil des Ministres de l'OHADA, Règlement N° 02/CM/OHADA portant attributions, organisation et fonctionnement des Commissions Nationales OHADA, les deux adoptés le 12 septembre 2025.

Le Conseil des Ministres de l'OHADA, fonctionnant jusque-là sur la base du Traité constitutif tel que révisé le 17 octobre 2008, la prise de ce Règlement renforce désormais le dispositif institutionnel en fixant ses attributions et ses règles d'organisation et de fonctionnement avec un accent particulier sur la participation effective des Ministres des Finances aux côtés de leurs homologues de la Justice aux sessions.

Quant au Règlement N° 02/CM/OHADA portant attributions, organisation et fonctionnement des Commissions Nationales (CNO-OHADA), il vient en remplacement du Texte d'orientation sur les CNO du 12 septembre 2002. Avec le nouveau texte, ce sont les attributions ainsi que les règles communes de création, d'organisation et de fonctionnement des CNO dans les États parties qui sont précisées pour une meilleure prise en compte de toute question liée à la mise en œuvre du droit des affaires dans les États parties.

Enfin, le renforcement du dispositif institutionnel commandait que l'Organisation se dotât d'un nouveau régime financier. C'est désormais chose faite avec l'adoption par le Conseil des Ministres du Règlement N° 001/2026/CM/OHADA portant Règlement financier de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) le 27 juillet 2026 à Lomé. Les règles budgétaires, financières et comptables que porte ce Règlement sont fondées sur les International Public Sector Accounting Standards ou Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). En plus des principes budgétaires classiques, le texte érige d'autres règles en principes pour tenir compte des exigences des partenaires techniques et financiers. Entre autres, il s'agit du principe de budget-programme, du principe de soutenabilité du budget et du principe de bonne gouvernance, le tout renforcé par des mécanismes de contrôle des comptes des Institutions de l'OHADA.

Le repositionnement stratégique de l'OHADA constitue aujourd'hui une nécessité pour répondre aux transformations économiques, technologiques et institutionnelles du continent africain. Forte de son expérience unique en matière d'harmonisation juridique, l'Organisation est appelée à dépasser sa vocation initiale pour devenir un instrument central de l'intégration juridique africaine.

À travers la modernisation continue de ses normes, son appui à l'Union Africaine à travers la ZLECAF, l'approfondissement de ses partenariats régionaux et l'ouverture aux différentes traditions juridiques africaines, l'OHADA s'affirme davantage comme le socle d'un espace juridique africain intégré, sécurisé et attractif. Son repositionnement stratégique ne représente donc pas seulement un enjeu institutionnel, mais également une contribution essentielle à la construction de l'Afrique économique et juridique de demain.

Horizons

17 octobre 2026
33e anniversaire de l'OHADA

23-26 octobre 2026
Formation par visioconférence : Théorie et Pratique du droit islamique des affaires : contrats et sukuk

29 octobre 2026
Formation par visioconférence :Théorie et Pratique des contrats d'assurance islamique takaful

19 et 20 novembre 2026
Journées Portes Ouvertes de l'ERSUMA / Remise des Diplômes et Certificats aux Lauréats à Porto-Novo (Bénin) / Visioconférence



33 ans : des voix, des vœux



En ce 33e anniversaire de l'OHADA, c'est pour moi un devoir de rendre un vibrant hommage aux Pères Fondateurs dont la vision éclairée a permis de doter l'Afrique d'un tel instrument majeur de développement économique. L'OHADA a fait ses preuves en attirant les investisseurs, par la mise en œuvre de la sécurité juridique et judiciaire du droit des affaires. Les progrès réalisés sont le fruit des actions collectives qu'il faut encourager. Face aux défis auxquels les États sont confrontés, c'est le lieu de nous exhorter à permettre à l'OHADA d'atteindre ses objectifs et d'être davantage plus ouverte, plus forte et plus compétitive.

Me Pacôme Yawovi ADJOUROUVI ***Ministre togolais de la Justice et des Droits Humains, Président du Conseil des Ministres de l'OHADA***



De 1993 à nos jours, l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du droit des affaires œuvre de façon continue pour l'amélioration du climat des affaires en Afrique. Elle a contribué à la structuration des économies africaines à travers la formalisation des entreprises, la facilitation du financement des entreprises, mais également à travers la sécurisation des investissements, tout ceci pour accompagner les États dans leurs efforts de développement économique. Cela a été possible grâce à la confiance des États Africains, et grâce au concours significatif des partenaires techniques et financiers. Ensemble, renouvelons notre engagement pour faire de l'OHADA, un levier durable de transformation et de souveraineté des économies africaines.

Pr Mayatta Ndiaye MBAYE ***Secrétaire Permanent de l'OHADA***



À l'occasion du 33e anniversaire de l'OHADA, j'adresse mes vœux les plus chaleureux au personnel de l'Organisation et à l'ensemble des acteurs du droit des affaires.
Cette célébration nous offre l'occasion de dresser le bilan des acquis de ces trois décennies et d'envisager des perspectives plus ambitieuses. Les progrès accomplis témoignent de la détermination, de la perspicacité et du dévouement du personnel au service du droit communautaire.
La CCJA contribue significativement à l'application harmonisée du droit OHADA grâce à sa jurisprudence, qui renforce la prévisibilité des décisions des juridictions nationales et la confiance des investisseurs.
Animé d'une foi inébranlable en l'avenir de l'OHADA et en l'efficacité de sa juridiction suprême, je réaffirme mon engagement à préserver l'indépendance de la Cour et à garantir la sécurité juridique et judiciaire, indispensables à l'attractivité des investissements et à la croissance économique.
Joyeux 33e anniversaire à l'OHADA.

M. Jean-Marie KAMBUMA NSULA ***Président de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage***



Le Centre d'arbitrage de l'OHADA, né de la volonté du Traité de promouvoir l'arbitrage comme instrument de règlement des différends d'affaires, offre aux États et aux entreprises, des prestations d'arbitrage aux standards internationaux les plus élevés, à un tarif beaucoup plus accessible que celui des grandes institutions internationales, avec en plus, la particularité que les sentences, une fois l'exéquatur obtenu, ont force exécutoire dans l'ensemble des États membres de l'OHADA, sans passer par un quelconque exéquatur au plan national. En ce 33e anniversaire de l'OHADA, je souhaite au Centre qu'il poursuive sa dynamique de croissance et de modernisation, afin de devenir, dans un proche avenir, le Centre d'arbitrage de référence en Afrique.
Joyeux anniversaire OHADA.

Mamadou KONE ***Secrétaire Général du Centre d'Arbitrage de l'OHADA***



L'OHADA représente le principal précurseur et modèle d'intégration juridique et économique, grâce à l'unification réussie du droit des affaires entre 17 États membres. Elle est l'une des expériences les plus réussies pour l'Afrique.
Depuis sa création, l'OHADA a accompagné continuellement ses États membres à travers des apports remarquables, notamment les Actes Uniformes dont l'impact est bien réel dans le droit des Affaires au sein des États membres (le raccourcis du délai de création des entreprises, l'accès au crédit-sûreté moderne, le sauvetage des entreprises) ; le SYSCOHADA pour la transparence des comptes des entreprises privées et mêmes des sociétés anonymes d' État ; et le plus récent le SYCEBNL pour donner un langage comptable unique aux entités à but non lucratif évoluant dans l'espace OHADA. Au regard de cet apport, il est essentiel de garantir sa pérennité.
Joyeux anniversaire à l'OHADA.

Gaoussou DOUMBIA ***Auditeur Interne, SPO OHADA***



Trente-trois ans après sa création, l'OHADA a fait son chemin et s'impose aujourd'hui comme l'une des plus belles réussites de l'intégration juridique africaine: elle érige le droit en instrument de confiance, d'investissement et de développement.
Sur le plan juridique, des Actes uniformes, constituant un droit directement applicable dans dix-sept États, ont remplacé la fragmentation législative par la prévisibilité et la sécurité.
Sur le plan judiciaire, la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage garantit une interprétation uniforme du droit des affaires et participe à la construction d'une jurisprudence commune aux États membres; ce faisant, la CCJA contribue de plus en plus effectivement à la sécurisation judiciaire des activités économiques dans l'espace OHADA comme l'ont voulu les Chefs des États parties signataires du Traité de l'OHADA.
Cette intégration a profondément transformé le climat des affaires: création simplifié des entreprises, procédures collectives modernisées, développement de l'arbitrage et de la médiation en conformité avec les standards internationaux en vigueur. En rassurant les investisseurs et en favorisant les échanges, l'OHADA contribue durablement au développement économique du continent et démontre qu'un droit des affaires, choisi et partagé, est un puissant levier de souveraineté économique.

Dr Gaston KENFACK DOUAJNI ***Magistrat, Président de la Commission nationale OHADA du Cameroun***

Il y a des anniversaires que l'on célèbre par devoir et d'autres qui réveillent en nous une gratitude sincère. Est de ceux-là, celui de l'OHADA.
Voilà trente-trois ans que cette Organisation, née de la foi de visionnaires de notre droit commun, fait de l'Afrique juridique une terre d'unité et d'espérance. Comme avocat, j'ai vu ce droit harmonisé protéger les plus vulnérables, rassurer les investisseurs et inspirer nos jeunes juristes à rêver en droit africain. Je forme le vœu que l'OHADA continue, année après année, de tisser entre nos peuples ce fil d'or qu'est un droit partagé. Joyeux anniversaire et que les trente-trois ans écoulés ne soient qu'un commencement.



Batibié BÉNAO *Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Burkina Faso*

À l'occasion du 33e anniversaire de l'OHADA, j'adresse mes chaleureuses félicitations à l'ensemble des acteurs qui œuvrent à la consolidation de cette ambitieuse dynamique d'intégration juridique africaine.
En ma qualité de praticienne du droit, je mesure chaque jour l'apport du droit OHADA à la sécurité juridique des transactions.
L'harmonisation des règles s'améliore progressivement pour offrir aux acteurs économiques de l'espace juridique OHADA un cadre lisible, stable et prévisible, propice à la confiance et à la sécurisation des relations d'affaires.
Cette dynamique a également contribué à faire évoluer le rôle du Notaire dans la prévention et le règlement des différends, notamment en matière de médiation OHADA. Le Notaire s'affirme ainsi comme un acteur de la justice amiable, de la prévention des conflits et de la sécurité juridique.
Je forme le vœu que l'OHADA continue de rayonner et de s'adapter aux défis de notre temps.



Me Régine DOOH COLLINS *Présidente de la Chambre Nationale des Notaires du Cameroun (CNNC)*

Le 17 octobre 1993, des États africains ont décidé de créer une Organisation dans le but d'harmoniser le droit des affaires dans les pays membres.
Ainsi naissait l'OHADA.
Elle a réalisé l'ambition, qui paraissait totalement démesurée au départ, d'uniformiser le droit des affaires des pays d'Afrique noire francophone.
Trente-trois ans plus tard, l'on peut affirmer avec aisance que l'Organisation a remporté son audacieux pari.
L'OHADA est demeurée fidèle à sa fonction d'« outil juridique imaginé et réalisé par l'Afrique pour servir l'intégration économique et la croissance », selon la formule du juge Kéba MBAYE.
C'est avec fierté que je célèbre ces trente-trois années d'existence, me sentant privilégiée de pouvoir contribuer à l'avancée de ce monument africain du droit des affaires.



Petronille MAFOHO BOUDJEKA *Docteur en Droit des affaires | Membre du Comité de Suivi des Procédures -Centre d'Arbitrage de l'OHADA*

L'intégration des peuples par le droit : ce qui n'était qu'une utopie est devenue réalité. Au terme de 33 années de maturation, l'OHADA s'est imposée comme l'épine dorsale du développement du continent et une référence incontournable pour le monde. Longue vie à notre commune Organisation, désormais appelée à relever avec audace les défis de la digitalisation !



Maître Alain NGONGANG *Ancien président de l'Union africaine des Huissiers de Justice*

Joyeux 33e anniversaire à l'OHADA !
Merci d'œuvrer à la sécurité juridique et à l'intégration économique à travers 17 États africains membres. Bravo à l'ensemble des acteurs, fonctionnaires de l'organisation, professionnels du droit, enseignants et étudiants qui œuvrent au quotidien pour un espace des affaires moderne, dynamique et attractif. Que cette belle aventure d'unification du droit se poursuive avec un plus grand succès !



Abdel Kader Babatounde KPADONOU *Documentaliste en Chef*

Depuis sa création, l'OHADA s'est affirmée comme un puissant levier d'intégration africaine, de modernisation du droit des affaires et de promotion d'un climat favorable à l'investissement et au développement économique. Son œuvre constitue aujourd'hui une référence majeure en matière d'harmonisation juridique.
En cette heureuse circonstance, je formule le vœu que l'OHADA poursuive avec succès sa noble mission au service de l'intégration économique africaine, de la bonne gouvernance et de la prospérité partagée de ses États membres.
Puisse cette organisation continuer à inspirer confiance, stabilité et progrès pour les générations présentes et futures.
Joyeux 33e anniversaire à l'OHADA .



Djérabé Goldoum BENADJINGAR *Responsable du Système d'Information (RSI)*

Pour avoir un peu pratiqué le droit en entreprise avant l'entrée en vigueur des premiers actes uniformes, je mesure amplement l'extraordinaire parcours des institutions de l'OHADA pour accompagner la sécurité juridique et judiciaire sur le continent africain. L'effort des dirigeants de ces différentes institutions et des équipes pour initier ou répondre aux grands rendez-vous scientifiques est remarquable. Puisse cette 33e année d'existence nous offrir davantage d'opportunités de nous dépenser sans compter pour la croissance économique de notre continent.
Très joyeux anniversaire à l'OHADA .



Arlette BOCCOVI *Présidente du comité scientifique de l'Association africaine des juristes de banque et établissements financiers*



En ce jour spécial, j'adresse mes vœux les plus chaleureux à l'OHADA, à l'occasion de son 33ème anniversaire. Au fil des années, notre Organisation s'est imposée comme un modèle d'intégration juridique la plus réussie, un outil efficace au service du développement économique des États, unique au monde par son ambition et son impact sur les activités des opérateurs économiques. En harmonisant le droit des affaires dans les États membres, l'OHADA a contribué à bâtir un espace juridique sécurisé, prévisible et favorable à l'investissement et au développement économique. Son succès témoigne de la force d'une vision collective fondée sur l'unité et la coopération au service d'un développement commun. Plus qu'une simple organisation d'intégration juridique, l'OHADA constitue aujourd'hui une véritable référence internationale, dont l'expérience inspire et attire. Puisse l'OHADA poursuivre son chemin avec audace et détermination, au service de l'intégration africaine.

Joyeux anniversaire à l'OHADA !

SAWADOGO Boureima ***Magistrat, Juriste référendaire***



Un simple arrêt sur image de la vie de l'OHADA, permet de constater que cela fait trente-trois (33) ans en effet, que le processus d'harmonisation du droit des affaires en Afrique est en cours et semble donner satisfaction avec ses onze (11) Actes Uniformes en vigueur dans les 17 Etats parties et ses quatre langues de travail (français, anglais, espagnol et portugais). Trente-trois (33) ans pour un être humain, c'est l'âge de la maturité, c'est-à-dire la période de l'affirmation de son identité. Qui suis-je ? Quelles sont les orientations de mon avenir eu égard à mon histoire ? Telles sont aussi les questions qui se posent à l'OHADA aujourd'hui et auxquels nous sommes appelés à donner des réponses. C'est un exercice intellectuellement périlleux auquel il convient de s'exercer à l'occasion de ces trente-trois ans de notre organisation commune l'OHADA. À l'évidence, le tronc commun de ces interrogations visent la quintessence de l'OHADA c'est-à-dire la carte d'identité même de l'OHADA, et son positionnement sur le marché des modèles juridiques. Pour y répondre, il suffirait donc de dégager le fil d'Ariane de l'œuvre d'harmonisation du droit des affaires et pour atteindre cet objectif, il faut redéfinir, l'essence de l'OHADA afin de mesurer le chemin déjà parcouru. ***Joyeux anniversaire à l'OHADA. Vive l'OHADA !***

Alfred BAMA ***Président de l'UNIDA***



L'OHADA s'est dédiée à la modernisation du droit et du climat des affaires, à la promotion de l'attractivité économique ainsi qu'à l'émergence et à la consolidation d'un espace juridique pour l'Afrique. Fort de 33 bougies scintillantes et d'un modèle respecté, le passé est glorieux comme en témoignent la qualité des textes, de la jurisprudence et de la doctrine. Des défis et des paris croissants marquent aussi la vie de notre Organisation commune au regard des perspectives d'avenir. C'est ce qui, évidemment, doit le plus mobiliser chacun d'entre nous, afin que, demain, l'œuvre rêvée et partiellement accomplie transforme l'espoir éclairé en prospérité partagée.

Pr Roger MASAMBA ***Président de la CNO de la République Démocratique du Congo***



À l'occasion du 33e anniversaire de l'OHADA, j'adresse mes vœux les plus chaleureux à toute la communauté OHADA.

Depuis 24 ans, j'ai le privilège de servir cette Organisation et de contribuer, à mon niveau, à cette œuvre majeure d'intégration juridique et de développement économique de notre continent.

En 33 années, l'OHADA a accompli un chemin remarquable et s'est imposée comme un instrument essentiel de sécurité juridique, d'attractivité économique et d'intégration en Afrique.

En ce jour anniversaire, je forme le vœu qu'elle poursuive son développement, son rayonnement et sa modernisation, mais surtout que se concrétise pleinement son autonomie financière, condition essentielle de sa pérennité, de son indépendance et de sa capacité à accomplir durablement les missions que lui ont confiées ses États membres.

Joyeux 33e anniversaire à l'OHADA !

Que vive l'OHADA et que prospère cette belle œuvre au service de l'Afrique.

Elisabeth MEKATA ***Assistante du Secrétaire Permanent de l'OHADA***



Après des périodes d'incertitudes sur l'environnement juridique des affaires dans notre espace, et suite au travail acharné des fondateurs, nous voilà trente trois (33) années après, entrain de jouir des merveilles qu'ils nous ont léguées. Le droit des affaires OHADA coule désormais dans notre environnement des affaires comme le sang coule de nos veines. Nous nous engageons à faire de ce droit le meilleur outil qui soit pour un avenir radieux. L'OHADA d'Hier, l'OHADA d'aujourd'hui, l'OHADA pour toujours.

Prof ADAMOU RABANI ***Président de la CNO du Niger***



Heureux anniversaire à l'OHADA !

Aujourd'hui, je célèbre avec fierté une Organisation que nous avons le privilège de servir et de faire vivre chaque jour.Être membre de cette grande équipe et apporter ma contribution à son développement et à son rayonnement constituent pour moi un honneur et une source de profonde satisfaction.Puisse l'OHADA poursuivre avec ambition son chemin d'excellence, de modernité et d'intégration au service de nos États membres.

Longue vie à l'OHADA, et que son avenir soit à la hauteur de la noblesse de sa mission !

Amane YAMARKE ***Directeur des Ressources Humaines, du Matériel et de l'Administration Générale de l' OHADA***

L'ÉCHO de l'OHADA

Newsletter trimestrielle de l'Organisation
pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires

Numéro 002 juillet - septembre 2026



www.ohada.org

L'ÉCHO de l'OHADA

Newsletter trimestrielle de l'Organisation
pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires

Numéro 001 avril-juin 2026

Scannez pour lire



www.ohada.org

Pour en savoir plus sur l'OHADA, scannez le QR code

Suivez-nous sur

SECRÉTARIAT PERMANENT

Immeuble OHADA, Quartier Hippodrome, Avenue des Banques, Angle des rues Winston Churchill et Charles de Gaulle, BP 1071 Yaoundé (Cameroun)

Tel.: +237 222 21 09 05
Fax +237 222 21 67 45

COUR COMMUNE DE JUSTICE ET D'ARBITRAGE

Avenue Dr. Jamot, angle boulevard Carde, quartier Plateau

01 BP 8702 Abidjan 02 (Côte d'Ivoire)
Tel.: +225 203 360 51/52
Fax +225 203 360 53
ccja@ohada.org

ÉCOLE RÉGIONALE SUPÉRIEURE DE LA MAGISTRATURE

Route de Ouando,
02 BP 353 Porto-Novo (Bénin)

Tel +229 2024 5804
Fax +229 2024 8282
ersuma@ohada.org

ORGANISATION POUR L'HARMONISATION EN AFRIQUE DU DROIT DES AFFAIRES
ORGANIZATION FOR THE HARMONIZATION OF BUSINESS LAW IN AFRICA
ORGANIZACIÓN PARA LA ARMONIZACIÓN EN ÁFRICA DEL DERECHO DE LOS NEGOCIOS
ORGANIZAÇÃO PARA A HARMONIZAÇÃO EM ÁFRICA DO DIREITO DOS NEGÓCIOS

L'OHADA, l'intégration juridique pour le développement de l'Afrique